

affairs, a "friend in camp", and a more receptive ear when United States and Canadian policies diverge, than is evident at higher echelons of the United States government. For instance, while Secretary of State Rogers was remonstrating with Mr. Sharp about Canadian attempts to exchange diplomatic representatives with mainland China, the initiative was being watched closely in Washington, and the view was expressed that United States' interests might conceivably be well served if the negotiations succeeded.

Even less than in its dealings with other countries, United States policy towards Canada often does not seem to be conducted on the basis of a clear-cut set of principles. Such basic principles as respect for Canadian sovereignty appear to be more respected in word than in deed. Or at least, the concept of Canadian sovereignty that underlies policy-making in Washington often seems at variance with that held in Ottawa. This can be explained in several ways: the inability of many Americans to distinguish between the national characteristics of the two countries; the tendency to equate the Canadian and the American national interest; the difficulty in appreciating a different scale of values, particularly when the differences are relatively subdued . . . In the main, however, the difficulty that many Americans experience in conceiving of Canada as a distinctive sovereign entity is due to the easy and massive communications, governmental and non-governmental, across the border. Perhaps, the frequent absence of clear policy guidelines is also related to the fact that the policies of both countries have been developed, for the most part, by people of Anglo-Saxon ancestry who have a tradition of pragmatism. It can be argued that the ambivalence of American policy is a consequence of Canada's own inability to define the principles underlying her foreign policy, or at least, to translate them into unambivalent policies on particular issues.

Whatever the reasons, United States-Canadian day-to-day relations are conducted in a manner that has analogies with that between agencies of the same government. While the problems do not necessarily arise within one or the other of the bureaucracies, they are usually dealt with at that level. The official of the Canadian Embassy usually gets in touch directly with his opposite number in the American administration, or vice-versa, and officials in corresponding positions in Ottawa can easily be brought into the picture as well. The eight direct telephone lines to Ottawa and the duplex telegraph line facilitate this process. The United States Government has similar

diennes, un «ami dans le camp» et que, lorsqu'il y a divergence entre les politiques des États-Unis et celles du Canada, celui-ci se montre mieux disposé que ne le sont les hauts fonctionnaires du gouvernement américain. Par exemple, alors que le Secrétaire d'État Rogers et M. Sharp se sont élevés contre les tentatives canadiennes en vue d'échanger des représentants diplomatiques avec la Chine continentale, l'affaire était suivie de près à Washington, et on a émis l'opinion que les intérêts des États-Unis seraient peut-être bien servis si les négociations réussissaient.

Moins encore qu'avec les autres pays, la politique qu'adoptent les États-Unis dans leurs rapports avec le Canada ne semble pas être régie par des principes bien définis. Certains principes, par exemple le respect de la souveraineté canadienne, semblent plutôt se manifester dans les paroles que dans les actes. Ou du moins, le concept de la souveraineté canadienne qui inspire les mesures qui sont prises à Washington semble souvent ne pas s'accorder avec l'idée qu'on en a à Ottawa. Cela peut s'expliquer de plusieurs façons: le fait que beaucoup d'Américains ne peuvent faire la distinction entre les caractéristiques nationales des deux pays; la tendance à confondre l'intérêt national canadien et l'intérêt national américain; la difficulté qu'il y a à apprécier une échelle différente de valeurs, surtout lorsque les différences sont relativement faibles . . . Dans l'ensemble, toutefois, la difficulté qu'ont de nombreux Américains à concevoir le Canada comme une entité souveraine distincte est due au fait que les communications d'un pays à l'autre sont faciles et nombreuses, tant au sein du gouvernement qu'en dehors du gouvernement. L'absence fréquente de politiques bien définies tient peut-être aussi au fait que les politiques des deux pays ont été élaborées en grande partie par des gens d'origine anglosaxonne, qui sont pragmatiques par tradition. On peut penser que l'ambivalence de la politique américaine est une conséquence du fait que le Canada est lui-même incapable de définir les principes sous-jacents de sa politique étrangère, ou du moins de les traduire en politiques non ambivalentes dans des domaines précis.

Peu importe les raisons, les relations journalières entre les États-Unis et le Canada sont telles qu'elles ont des analogies avec celles qu'ont entre eux les divers organismes d'un même gouvernement. Bien que les problèmes ne surgissent pas nécessairement au sein de l'une ou l'autre des bureaucraties, c'est à ce niveau habituellement qu'ils sont réglés. Habituellement, un haut fonctionnaire de l'ambassade du Canada entre directement en contact avec son homologue dans l'administration américaine, ou vice versa, et les titulaires de postes correspondants à Ottawa peuvent facilement être appelés à traiter une affaire. Les huit lignes téléphoniques directes pour Ottawa et le service télé-